

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article13335>

Drones : Dassault mobilise ses réseaux pour convaincre la France de ne pas acheter américain



- Défense - France -
Date de mise en ligne : vendredi 4 juin 2010

Spyworld Actu

Faute de solution française ou européenne disponible dans des délais et à un coût acceptables, le ministre de la Défense, Hervé Morin, a demandé à la Direction générale de l'armement d'étudier l'achat de drones Predator auprès de General Atomics. Au grand dam de Dassault, qui craint d'être sorti d'un marché en forte croissance.

Une bataille sourde de lobbying bat son plein depuis plusieurs semaines au sein de l'establishment politico-militaire français. A la manoeuvre, Charles Edelstenne. Le patron de Dassault Aviation s'active pour bloquer ce qui, pour lui, relèverait de l'hérésie : l'achat par la France de drones américains, ces avions sans pilote qui constituent actuellement l'un des segments les plus dynamiques du marché de l'armement.

Faute d'alternative française ou européenne disponible dans des délais et à un coût raisonnables, le ministre de la Défense, Hervé Morin, a en effet demandé à la Direction générale de l'armement (DGA) de prendre contact avec General Atomics, le fabricant du célèbre Predator, pour étudier les conditions d'un éventuel achat « sur étagère ». Ce qui constituerait un revers indéniable pour le fabricant du Rafale, allié avec Thales sur ce dossier, mais également pour EADS, son grand concurrent.

Comment en est-on arrivé là ? En matière de drones Male (pour « moyenne altitude longue endurance »), l'armée française ne dispose actuellement que de trois appareils, quand les Etats-Unis en font voler des centaines, armés ou non, pour traquer les talibans. Baptisés « Harfang » et adaptés d'une plate-forme de l'israélien IAI, ces trois appareils ont été livrés par EADS en 2008, avec des années de retard, comme souvent en aéronautique. Bien qu'en nombre insuffisant, les avions donnent satisfaction sur le terrain.

Le problème, c'est que ces Harfang ne devaient être au départ qu'une solution intérimaire, le temps qu'EADS conçoive et livre à Paris, Berlin et Madrid un drone de nouvelle génération 100 % européen. Nom de code du projet : Talarion.

Las, après des années d'efforts, la DGA n'est toujours pas convaincue de sa faisabilité technique. Surtout, à 1,3 milliard d'euros, le développement s'avère hors de portée financière des trois pays. Pour faire passer la pilule, EADS a proposé de mener le projet en deux phases, pour étaler la facture, avec une première livraison en 2015 (« Les Echos » du 1^{er} avril). Sans succès.

Dénonçant un projet intenable, Dassault et Thales poussent de leur côté une solution concurrente (nom de code « SDM », pour « système de drone Male »), et dont les deux industriels assurent qu'elle peut être disponible dès 2013 et pour bien moins cher.

Souveraineté nationale

Après avoir pesé les avantages et les inconvénients des deux offres, la DGA a présenté un rapport à Hervé Morin il y a un mois environ, lors d'un comité ministériel d'investissement. Conclusion qu'en a tirée le ministre : ni Talarion ni SDM ne sont suffisamment probants à ce stade pour prendre le relais des Harfang. D'où l'ordre d'étudier sérieusement la piste Predator, qui a pour elle d'avoir fait ses preuves et d'être disponible rapidement a priori.

Il n'en a pas fallu plus pour que Dassault mobilise ses relais, en brandissant l'argument de la souveraineté technologique nationale. Coauteur d'un rapport sur le sujet, le député PS Jean-Claude Violet n'est pas loin de

partager le même sentiment : « Soit on achète des Predator pour faire la soudure avec les Harfang, et alors maintenir deux flottes parallèles de petite quantité coûtera cher. Soit on achète des Predator dans une optique de long terme, et alors on court le risque d'un abandon de souveraineté nationale et européenne », commente-t-il. Contacté, l'avionneur a démenti faire campagne.

De son côté, EADS essaie de sauver les meubles. Le groupe entend finir ses études sur Talarion pour ne pas perdre le bénéfice de plus de deux ans de travail. Mais comme il y a très peu de chances que le projet débouche sur un contrat de développement, au moins dans un avenir proche, ses dirigeants ont fait une proposition ferme début mai à la DGA portant sur 4 Harfang supplémentaires.

Ce que les aviateurs français voient d'un bon oeil, eux qui craignent à tout moment de perdre l'un de leurs trois appareils. « Nous avons besoin en urgence de quelques vecteurs supplémentaires », plaide un officier de haut rang. A condition de se montrer patient, car il faut deux ans pour les livrer, le temps de traiter les obsolescences techniques et de refaire tous les essais.

Reste à savoir ce que les drones deviendront une fois les arbitrages budgétaires rendus. Réponse à l'automne, peut-être.

Un marché évalué à 80 milliards de dollars sur dix ans

L'intérêt que portent Dassault et EADS aux projets de drones français ne tient pas qu'à des considérations de souveraineté nationale. Selon Teal Group, le marché de ces avions sans pilotes est l'un des plus dynamiques en aéronautique.

Dans sa dernière étude sur le sujet, le cabinet estime que les achats de drones vont passer de 4,9 milliards de dollars par an actuellement, à 11,5 milliards en 2020. Soit 80 milliards au total sur la décennie. La domination américaine resterait écrasante, puisque, à eux seuls, les Etats-Unis représenteraient 60 % des achats.

Post-scriptum :

<http://www.lesechos.fr/info/aero/02...>